

a

FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session
Rome, 8-9 septembre 2003

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

POUR LE

PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES

DANS LE GOUVERNORAT D'AL-DHALA

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE 1: ACTIVITÉS DU FIDA AU YÉMEN	iv
CARTE 2: ZONE DU PROJET	v
RÉSUMÉ DU PRÊT	vi
NOTE DE PRÉSENTATION	vii
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Yémen	3
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	5
A. Région du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	10
H. Risques	11
I. Impact sur l'environnement	11
J. Aspects novateurs	12
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	12
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	13
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ (SERA DISTRIBUÉ LORS DE LA SESSION)	

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN YEMEN (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU YÉMEN)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. PROJECT ORGANIZATIONAL STRUCTURE (STRUCTURE D'ORGANISATION DU PROJET)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Rial yéménite (YER)
1,00 USD	=	178 YER
1,00 YER	=	0,0056 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BCMA	Banque de crédit mutuel et agricole
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
FPPAH	Fonds de promotion de la production agricole et halieutique
FSD	Fonds social pour le développement
ORVA	Office de recherche et de vulgarisation agricoles
SIG	Système d'information géographique
UGP	Unité de gestion du projet

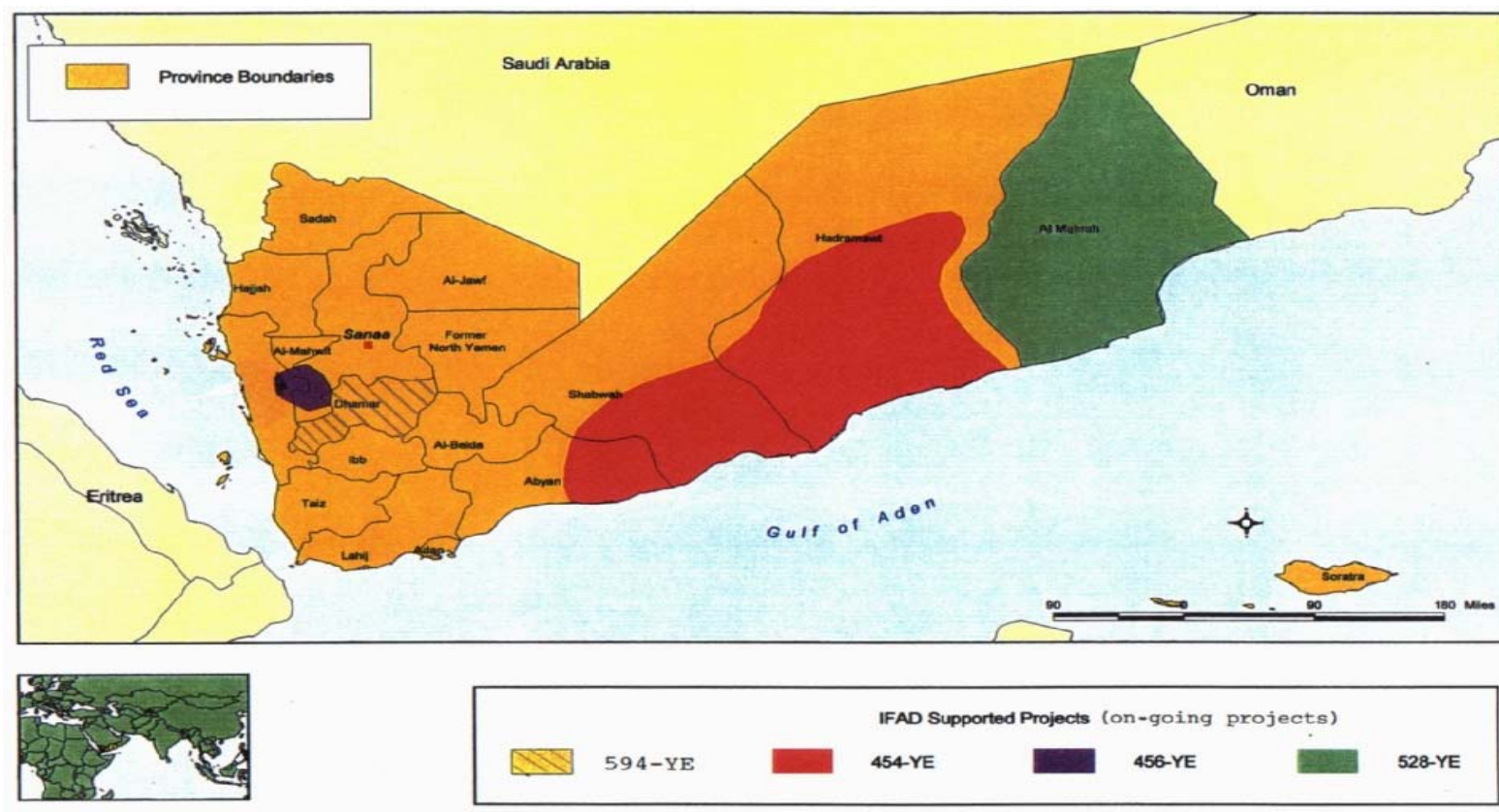
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE 1: ACTIVITÉS DU FIDA AU YÉMEN

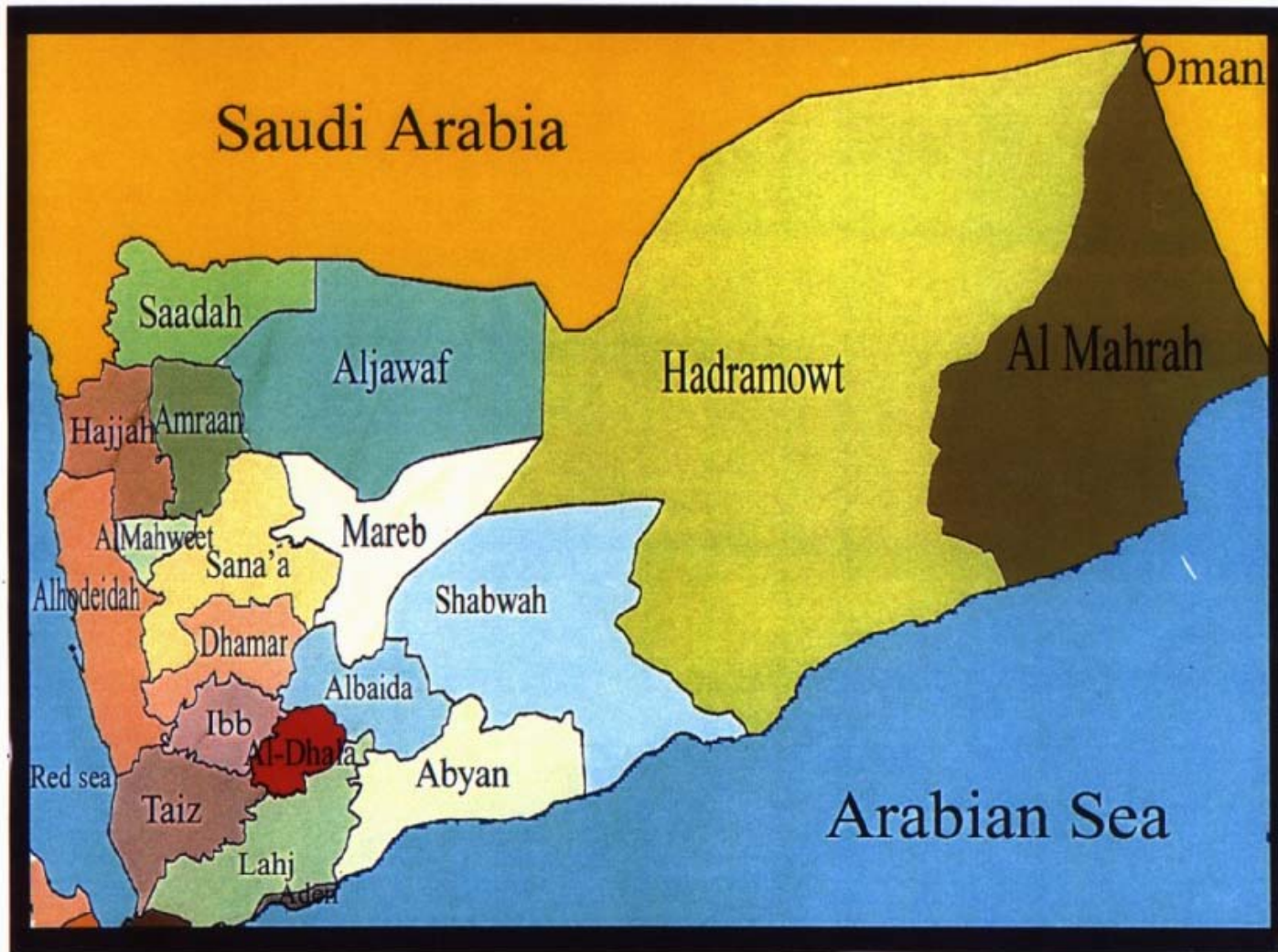
RÉPUBLIQUE DU YÉMEN



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

CARTE 2: ZONE DU PROJET



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

**PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES
DANS LE GOUVERNORAT D'AL-DHALA**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République du Yémen
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture et de l'irrigation
COÛT TOTAL DU PROJET:	22,79 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	9,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,35 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,06 millions de USD de l'allocation budgétaire 590 000 USD du Fonds de promotion de la production agricole et halieutique (FPPAH) 250 000 USD de la Banque de crédit mutuel et agricole (BCMA)
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	4,54 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Banque mondiale

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Le groupe cible se compose principalement des ménages qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. On estime qu'ils représentent globalement quelque 30% de la population rurale dans le gouvernorat d'Al-Dhala, totalisant environ 30 000 ménages répartis entre une centaine d'unités villageoises dans neuf districts (une unité villageoise comprend à peu près 300 ménages). On les trouve essentiellement dans les communautés les plus pauvres et les plus isolées.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté endémique qui sévit au Yémen tient principalement à la base de ressources naturelles limitée du pays et à une forte croissance démographique. Elle est exacerbée par un régime foncier favorable à la grande propriété et par la surexploitation des ressources naturelles essentielles, particulièrement de la terre et de l'eau, aux mains de quelques couches relativement aisées de la société; la médiocre mise en valeur des ressources humaines; la réduction des subventions alimentaires; la raréfaction des possibilités d'emploi, particulièrement dans le secteur public; et l'insuffisance des infrastructures, des aménagements et des services.

Que leur apportera le projet? La finalité globale du projet consiste à améliorer durablement le niveau de vie des populations rurales dans le respect de l'équité et à mieux assurer la sécurité des moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables économiquement grâce à une meilleure gestion des ressources disponibles, avec à la clé un accroissement des possibilités d'activités rémunératrices. Les objectifs spécifiques seront les suivants: i) donner accès à l'eau, protéger et réhabiliter les ressources naturelles; ii) équiper les ménages d'agriculteurs et leur apporter un appui afin qu'ils puissent augmenter leur production agropastorale et se tourner vers d'autres activités rémunératrices; iii) donner aux communautés, particulièrement aux femmes et aux pauvres, les moyens de participer aux activités de renforcement des capacités et d'en tirer parti, notamment en associant la communauté à la planification et à l'exécution.

Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet? La préoccupation essentielle est d'assurer la pérennité en favorisant l'autosuffisance et en encourageant les communautés à s'approprier le processus de développement. Pour y parvenir, le projet entend renforcer les capacités des communautés à planifier, gérer, mettre en œuvre et suivre leurs propres activités de développement; veiller à ce que tous les membres de la communauté, y compris les femmes, participent aux prises de décision; mettre en place des institutions communautaires capables de pérenniser les initiatives de développement entreprises et d'entretenir la dynamique de développement lancée par le projet au-delà de sa période d'exécution. Le projet veillera plus particulièrement à améliorer la condition féminine en s'assurant que les femmes font partie intégrante de tous les processus de prise de décision et que leurs besoins et intérêts spécifiques sont pleinement pris en compte.

Coûts du projet et cofinancement. Le coût total du projet est estimé à 22,79 millions de USD sur une période de huit ans. Le financement du FIDA représenterait 14,35 millions de USD, soit 63% des coûts totaux. Le Gouvernement yéménite versera une contribution de 3,06 millions de USD (13%), la Banque de crédit mutuel et agricole (BCMA) versera 248 000 USD (1%) sous forme de contributions à la ligne de crédit du projet et le Fonds de promotion de la production agricole et halieutique (FPPAH) versera 594 000 USD (3%) pour les ouvrages d'irrigation. Les communautés bénéficiaires participeront pour un montant de 4,54 millions de USD (20% du total), sous la forme de main-d'œuvre bénévole et de matériel pour les systèmes d'eau potable et les petites installations de mise en valeur des terres et des ressources en eau, ainsi qu'au moyen de contributions de fonds propres et des économies des membres des associations locales d'épargne et de crédit.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN
POUR LE
PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES
DANS LE GOUVERNORAT D'AL-DHALA

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République du Yémen d'un montant de 9,8 millions de DTS (équivalant approximativement à 14,35 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par la Banque mondiale en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. Le Yémen fait partie à la fois des pays les moins avancés et des pays à déficit vivrier. C'est l'un des plus pauvres du monde, aussi bien du point de vue de son produit intérieur brut (PIB) par habitant, qui est tombé de 525 USD en 1990 à 450 USD en 2001, qu'au regard de l'Indicateur du développement humain (IDH) et de l'Indicateur de la pauvreté humaine (IPH), pour lesquels il occupe respectivement la 133^e place sur 162 et la 70^e place sur 90 parmi les pays en développement. Le Yémen est également mal placé au regard de la plupart des indicateurs de qualité de la vie: 52% des enfants de moins de 5 ans souffrent de troubles de croissance; moins de 20% de la population rurale a accès à des soins de santé; le taux de mortalité infantile est élevé – 76 pour 1 000 naissances vivantes; le taux de mortalité maternelle – 1 400 pour 100 000 naissances – est l'un des plus élevés au monde; le taux moyen d'alphabétisme des femmes rurales est de 15%.

2. Le gouvernement a réussi à enrayer la dégradation de la situation économique qui s'est produite après l'unification du pays grâce à une série de réformes audacieuses visant à remédier aux déséquilibres économiques et à promouvoir la démocratie. Entre 1996 et 2001, le taux de croissance réelle du PIB s'est élevé en moyenne à 5% par an. Néanmoins, l'économie demeure lourdement tributaire du pétrole et des fluctuations de son prix sur les marchés internationaux.

3. Le Yémen est un pays essentiellement rural où l'agriculture, qui représente 58% de l'emploi total, demeure importante mais, du fait du poids croissant du secteur pétrolier, ne génère plus que 15% du PIB contre 30% dans les années 1990. Vers la fin de la dernière décennie, le taux d'accroissement moyen du secteur agricole n'a été que de 2% par an, soit un chiffre bien inférieur au taux d'accroissement démographique. Les disponibilités alimentaires dépendent beaucoup des importations, qui représentent 78% des approvisionnements en céréales, alors même que 81% du total des terres cultivées sont ensemencées de céréales.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

4. Au Yémen, l'agriculture est restée très traditionnelle jusqu'aux années 1960. Après le boum pétrolier du début des années 70, le secteur agricole a enregistré une expansion rapide pendant le reste de la décennie et durant les années 80 et ses structures se sont transformées sous l'effet d'investissements considérables, d'une expansion des marchés et de politiques protectionnistes. À l'heure actuelle, ce secteur est caractérisé par une activité généralement orientée vers le marché; l'expansion de l'irrigation par l'eau souterraine a rendu le pays autosuffisant en fruits et légumes (ce à quoi a contribué une interdiction des importations) mais cette autonomie est fragilisée par des limitations croissantes de disponibilités en eau; l'explosion des cultures de qat (ou khat: *Catha edulis*), qui couvrent aujourd'hui un dixième des meilleures terres agricoles; une forte dépendance à l'égard des importations de céréales, jointe à la marginalisation de l'économie céréalière, à la réduction des superficies ensemencées de céréales et, de ce fait, à la dégradation des bassins versants et des cultures en terrasse; une stagnation de l'élevage traditionnel; l'absence, récemment, de réels gains de productivité et, d'une manière générale, des méthodes de gestion et une productivité médiocres²; des liens ténus avec l'industrie; le repli sur soi; et des exportations très limitées.

5. L'efficacité des petits élevages pourrait être considérablement accrue grâce à l'introduction de techniques connues, telles que l'apport de suppléments minéraux, l'adoption de mesures zoosanitaires, l'amélioration des étables et l'introduction de plantes fourragères améliorées. Étant donné le taux élevé d'accroissement démographique, les débouchés nationaux pour les produits agricoles, déjà vastes, augmentent rapidement et, à mesure que l'urbanisation progresse et que les revenus augmentent, la demande de produits alimentaires de plus grande valeur s'accroîtra certainement. Dans un contexte de ressources naturelles limitées, l'avantage comparatif du pays est celui des produits agricoles à forte valeur ajoutée. Ses meilleures perspectives d'exportation sont des créneaux spécialisés comme le café moka, l'encens, le safran, la myrrhe et, à plus ou moins brève échéance, l'agro/éco-tourisme.

B. Enseignements tirés de l'expérience acquise par le FIDA

6. Plusieurs enseignements intéressants pour la conception et l'exécution du présent projet peuvent être tirés des 16 projets menés par le FIDA au Yémen: i) l'un des moyens les plus faciles et sûrs d'atteindre les pauvres est de s'intéresser aux systèmes d'exploitation traditionnels associant l'agriculture non irriguée à l'élevage ainsi qu'aux systèmes de métayage, dans la mesure où ce sont surtout ceux-là que les pauvres pratiquent; ii) étant donné les traditions culturelles des communautés, les questions relatives à l'égalité des sexes doivent être abordées avec beaucoup de circonspection et les préoccupations des femmes doivent être prises en compte dans la conception des services de vulgarisation, de formation et autres, avec notamment l'affectation de personnel féminin, pour que l'on puisse atteindre efficacement les femmes et les faire participer aux activités des projets. Il est également nécessaire de surmonter les problèmes de discrimination à l'égard des femmes lors de la gestion des projets en veillant à ce que le personnel féminin dispose d'autonomie en ce qui concerne l'accès aux véhicules, au matériel, etc.; iii) il est essentiel, pour une bonne exécution, de veiller à la qualité du personnel affecté aux projets et de prévoir des mesures propres à encourager le travail bien fait; il est indispensable d'avoir un personnel très compétent si l'on veut venir à bout des contraintes institutionnelles et des faiblesses générales de la gestion au Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, et d'appuyer cette politique par une bonne formation, particulièrement en matière de gestion; iv) étant donné l'importance capitale de l'accès des pauvres au crédit pour l'adoption de technologies et de pratiques améliorées permettant d'accroître la productivité et les revenus, le projet doit continuer de chercher une bonne formule de microfinancement au Yémen et de collaborer avec la Banque de crédit mutuel et agricole (BCMA) afin d'encourager son intérêt pour la microfinance ainsi que son appui dans ce domaine; v) compte tenu des ressources limitées, l'agriculture ne permet pas à elle seule de répondre aux besoins des ménages ruraux et les pauvres, notamment, sont fortement tributaires

² Les rendements au Yémen représentent de manière générale la moitié de ceux qu'enregistrent des pays se trouvant dans une situation comparable.

d'autres sources de revenu que l'agriculture pour leur subsistance; les projets doivent aider les pauvres à obtenir des revenus plus importants et une plus grande sécurité dans des emplois extra-agricoles grâce à la formation professionnelle; et vi) l'exécution des projets est meilleure lorsque les groupes cibles y sont associés et en bénéficient directement.

7. La conception des futurs projets du FIDA au Yémen devrait être progressivement réorientée vers une approche-programme axée sur des programmes nationaux capables d'améliorer la qualité de la vie des ruraux pauvres et d'accroître la productivité, les revenus, l'accès à l'investissement et aux fonds de roulement. Des programmes nationaux pourraient par exemple être mis en place en faveur des infrastructures rurales (routes d'accès et approvisionnement en eau), de la finance rurale participative (établissement de coopératives de crédit et d'épargne) et de la promotion des petites entreprises dans l'économie rurale grâce à des initiatives propres à accroître les revenus des ruraux. Cette démarche novatrice devrait être facilitée par la présence du FIDA sur le terrain à compter de janvier 2005.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Yémen

Politique nationale d'éradication de la pauvreté

8. Conformément à la stratégie du FIDA énoncée dans l'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP), le projet correspond aux politiques et priorités de développement du Yémen, dont les principaux éléments sont l'octroi de responsabilités accrues à la population dans les initiatives de développement, le renforcement des moyens humains nécessaires à cet effet et la promotion de l'équité. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) du gouvernement met ainsi l'accent sur le renforcement des capacités et l'accroissement des avoirs des pauvres, la mise en valeur des ressources humaines et du capital social, la promotion de l'équité, la rénovation des infrastructures et l'appui aux programmes communautaires fondés sur la participation et la contribution de la population à la préparation et à l'exécution des projets locaux. La politique de décentralisation récemment adoptée vise à déléguer à l'échelon local la responsabilité en matière de planification et d'exécution des projets ainsi qu'à dynamiser le rôle de la population locale et sa participation au développement. Le Programme d'Aden, qui définit les orientations de la restructuration du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation, met de même l'accent sur la limitation du rôle du secteur public dans l'agriculture et sur la promotion des organisations sociales et privées dans le cadre d'une politique de prestation de services régie par la demande. La politique gouvernementale traduit la volonté d'améliorer l'équilibre entre les sexes en luttant contre le préjugé de l'infériorité des femmes et en s'employant à donner aux femmes la place qui leur revient en tant que partenaires véritables et égales des hommes en termes de droits et de responsabilités.

Activités d'éradication de la pauvreté financées par d'autres donateurs importants

9. **Projet de la Banque mondiale pour la conservation des eaux souterraines et des sols (GWSCP).** La deuxième phase de ce projet inclut le gouvernorat d'Al-Dhala. Il s'agit principalement de lutter contre la surexploitation des eaux souterraines. Le projet permettra de financer des améliorations au niveau des systèmes d'adduction d'eau, en particulier de favoriser des systèmes de conservation des eaux comme celui de l'irrigation au goutte-à-goutte, d'améliorer l'irrigation de crue et de mener diverses activités en matière de récupération des eaux et de conservation des sols, notamment d'assurer la protection des cours d'eau saisonniers (oueds). Pour éviter les doubles emplois et les chevauchements, le FIDA ne s'occupera donc pas de certaines activités qui sont au cœur de ce projet, comme l'irrigation de crue ou la protection des oueds, et s'efforcera de coordonner son action avec celle de la Banque.

10. **Fonds social pour le développement (FSD).** Le Fonds social pour le développement a mis en œuvre ou approuvé 50 projets relatifs à la mise en place d'infrastructures dans le gouvernorat

d'Al-Dhala, principalement des écoles, mais aussi sept projets concernant la récupération des eaux, ainsi qu'un projet d'exploitation des sources d'eau potable et deux projets d'aménagement de routes.

11. **Projet de travaux publics (PWP).** Ce projet a permis d'installer des systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales sous la forme d'ouvrages de récupération des eaux (birkas, ou réservoirs à ciel ouvert, et citernes fermées) dans le cadre d'un programme plus vaste de travaux d'infrastructure.

12. **Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales (RWSSP).** Ce projet débutera dans le gouvernorat en 2004. Il vise principalement à exploiter les eaux souterraines au moyen de réseaux d'approvisionnement mécanique par canalisation mais sa mission ne se limite pas à ces seuls systèmes d'approvisionnement en eau.

13. **Projet de l'Office général d'approvisionnement en eau des zones rurales (GARWS).** Ce projet, lui aussi, installe surtout des réseaux d'approvisionnement mécanique par canalisation mais, comme le précédent, il porte sur tous les types de système d'approvisionnement en eau.

14. **Appui de la France au secteur du café.** Dans le cadre de son programme d'aide alimentaire, l'État français alloue au Ministère de l'agriculture et de l'irrigation une part des fonds de contrepartie afin de soutenir le développement du secteur du café. Il souhaite participer à cet effet au projet du FIDA et s'emploiera à financer une initiative parallèle complémentaire en s'attachant à la transformation, à la commercialisation et au contrôle de la qualité du café et en accordant une assistance pour le suivi de la production et de la gestion de l'eau.

15. **Projet GTZ/IDAS³.** Le GTZ administre actuellement un projet IDAS intitulé Promotion de l'auto-assistance dans les zones rurales, qui vise à renforcer la capacité des organisations locales à établir des priorités et à planifier leur développement. Il aide aussi ces organisations à préparer des études de faisabilité pour des microprojets dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, de l'irrigation, etc., en vue de les soumettre, pour assistance, à des organismes de financement. Le GTZ a récemment lancé dans le gouvernorat d'Al-Dhala le projet IDAS 3 qui porte sur une période de trois à cinq ans et doit aider une vingtaine de communautés par an.

Stratégie du FIDA au Yémen

16. Les grandes orientations du projet correspondent à la stratégie et au plan directeur du FIDA. Sa conception tient compte du COSOP, accordant autant d'importance aux activités visant à accroître les revenus des pauvres qu'à celles destinées à améliorer leur accès aux infrastructures de base, particulièrement aux systèmes de distribution d'eau. Le projet assure la durabilité grâce à une approche participative de la planification et de l'exécution qui permettra aux communautés marginalisées des zones montagneuses de s'approprier progressivement les activités du projet. Conformément à la politique du FIDA en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, il s'attache à associer les femmes au processus de développement au même titre que les hommes et prévoit des mesures à cet effet. Il encourage aussi la mise en place d'un système durable de microfinance géré par la communauté et lié au système financier institutionnalisé. Avec ce projet, le FIDA est l'un des rares donateurs à soutenir encore véritablement la mise en œuvre de la politique nationale de développement agricole, la plupart des donateurs faisant à présent porter leur aide sur les secteurs de la santé et de l'éducation. En ce qui concerne les questions de l'eau qui revêtent une importance capitale pour le gouvernement, le projet est conforme à l'action d'autres donateurs comme la Banque mondiale qui cherchent à aider les pouvoirs publics à promouvoir une utilisation durable de l'eau (grâce au développement des systèmes de récupération des eaux, à l'amélioration de l'irrigation traditionnelle et à l'adoption de techniques d'irrigation modernes visant à augmenter la capacité

³ Office allemand de la coopération technique (GTZ) et Développement de l'innovation dans le secteur agricole (IDAS).

d'utilisation de l'eau) et s'emploient à remédier au problème de l'épuisement des ressources en eau (dû en grande partie à la culture du qat) en montrant la rentabilité potentielle de cultures de remplacement. Le projet met l'accent sur la récupération des eaux tant pour la consommation humaine que pour l'irrigation, encourage la conservation de ressources en eau limitées en montrant qu'il est possible de les utiliser de façon plus rationnelle et cherche à aider les agriculteurs à accroître la productivité d'autres cultures commerciales comme le café, les fruits et les légumes, qui peuvent s'avérer tout aussi rentables que la culture du qat.

17. Conformément au COSOP, le projet fait valoir la nécessité d'établir des synergies et des liens de collaboration avec des projets financés par d'autres donateurs. C'est ainsi qu'il ne financera pas certains dispositifs de gestion des terres et de l'eau tels que les systèmes d'irrigation de crue et de protection des oueds qui, on l'a vu, constituent des éléments clés du projet de la Banque mondiale, ni les réseaux d'approvisionnement mécaniques en eau potable, qui sont au centre du projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les zones rurales (RWSSP) et du projet de l'Office général d'approvisionnement en eau des zones rurales (GARWS). Des discussions sont en cours en vue d'une collaboration avec le projet GTZ/IDAS relatif au renforcement des capacités des communautés.

Raison d'être du projet

18. Le gouvernorat d'Al-Dhala n'a jamais attiré beaucoup d'aide ou d'investissement et sa population se sent délaissée. Les ressources naturelles y sont limitées, un handicap aggravé par des précipitations faibles et irrégulières et des sécheresses à répétition, d'où un taux de pauvreté élevé. En raison de la faible productivité de l'agriculture et de l'élevage, les revenus agricoles ne suffisent pas à assurer la subsistance des familles, mais l'instabilité et le caractère incertain d'autres sources de revenu comme les envois de fonds et le travail salarié contraignent les individus à revenir à l'agriculture. Un tel mode de subsistance n'est pas foncièrement contraire à l'idée de viabilité mais il pâtit de l'absence de gestion des ressources naturelles. Il est tout à fait possible d'améliorer la productivité de l'agriculture et de l'élevage en appliquant des techniques connues et relativement simples et en enravant puis inversant la tendance de plus en plus rapide à la dégradation des ressources par des initiatives participatives dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Les principaux obstacles à cet égard sont le manque de connaissances et de services d'appui et l'insuffisance des ressources financières.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Région du projet et groupe cible

19. Le gouvernorat d'Al-Dhala comprend quatre zones topographiques distinctes: i) les plaines montagneuses du centre – un haut plateau situé à quelque 2 500 mètres d'altitude où se trouvent environ 75% des 34 000 hectares (ha) de terres irriguées; ii) les montagnes à l'ouest, caractérisées par un terrain très accidenté dont l'altitude varie entre 1 500 et 2 900 mètres et où l'agriculture est limitée à d'étroites terrasses et à des petites exploitations, parfois irriguées, situées dans de profondes vallées; iii) des oueds (cours d'eau) semi-tropicaux et des terrasses à l'extrême ouest du gouvernorat, à des altitudes de plus de 200 mètres, qui descendent jusqu'aux plaines de Tihama et jusqu'au littoral de la mer Rouge; et iv) les hautes terres arides de l'est, qui sont des terres montagneuses mais moins escarpées se trouvant à des altitudes comprises entre 2 300 et 2 500 mètres. La zone est caractérisée principalement par des activités pastorales sur les parcours communaux et par des cultures limitées à des poches situées au pied des coteaux, où les ruissellements d'eau de pluie provenant des pentes rocheuses peuvent être dirigés vers les petites exploitations.

20. Le groupe cible se compose principalement de petits exploitants qui pratiquent l'agriculture non irriguée associée à l'élevage, ainsi que d'éleveurs sans terre. Le projet portera un intérêt tout particulier

aux femmes, et notamment aux ménages dont le chef de famille est une femme, de droit ou de fait. Le ménage cible type se compose d'une famille élargie de deux à trois familles nucléaires comptant chacune six à sept personnes. Le taux d'analphabétisme est de l'ordre de 20% à 50% pour les hommes et de 90% à 100% pour les femmes. Les ressources en terre et en bétail disponibles varient selon les communautés mais sont limitées. Le petit exploitant type des zones montagneuses ciblé par le projet possède et cultive entre 0,13 et 0,7 ha de terres labourables exclusivement pluviales, et bien que ces terres soient relativement fertiles, la culture du sorgho (principale céréale cultivée) ne permet de répondre aux besoins familiaux que pendant deux à trois mois. En règle générale, une famille possède une vache et jusqu'à dix petits ruminants. Les familles les plus pauvres s'occupent d'une vache et reçoivent en échange de son entretien la totalité ou une partie de son lait et la moitié de sa progéniture. L'apiculture était très importante par le passé, mais le nombre des ménages qui pratiquent cette activité a diminué à cause des maladies.

B. Objectifs et portée

21. L'objectif d'ensemble du projet est de renforcer la sécurité alimentaire des agriculteurs de subsistance, d'augmenter les revenus familiaux et d'améliorer les conditions de vie et la participation au développement des petits exploitants et des communautés villageoises dans le gouvernorat d'Al-Dhala. À cette fin, on s'emploiera à: i) donner aux communautés, notamment aux femmes et aux pauvres, les moyens de se mobiliser et de s'organiser pour participer à la planification du développement et à l'exécution des projets et en bénéficier directement; ii) éliminer les contraintes physiques, infrastructurelles et sociales qui limitent le plus sérieusement la productivité et le progrès; et iii) équiper et appuyer les ménages d'agriculteurs pour les aider à accroître leur production afin de pouvoir se procurer une alimentation suffisante, de produire un excédent pouvant être vendu et de se tourner vers des activités génératrices de revenu.

C. Composantes

22. Le projet sera articulé autour des cinq grandes composantes suivantes:

- **Gestion des terres et des ressources en eau:** i) **approvisionnement en eau potable** avec la construction de citernes fermées et d'autres systèmes d'eaux de surface choisis par les communautés; ii) **structures de gestion des terres et de l'eau** dans le cadre de petits systèmes d'irrigation utilisant les eaux de surface choisis par les communautés (ouvrages de récupération de l'eau, réservoirs installés dans les exploitations agricoles, petits barrages destinés directement à l'irrigation) permettant de pratiquer d'autres cultures que celle du qat, et mesures de conservation du sol, notamment remise en état des terrasses et protection des bassins versants pour les barrages existants.
- **Développement de l'agriculture et promotion des moyens de subsistance:** i) **élevage et aménagement des parcours**, avec: un meilleur accès aux soins vétérinaires grâce à la formation d'agents en santé animale au niveau des villages, à l'établissement de pratiques vétérinaires privées et à l'organisation de campagnes de vaccination; l'accroissement de la productivité de l'élevage grâce à l'amélioration des pratiques zootechniques et des régimes d'alimentation ainsi qu'à l'amélioration génétique; et l'aménagement des parcours, grâce au renforcement et à la répétition des pratiques traditionnelles dans ce domaine, au réensemencement des parcours et à la mise en place de zones protégées en vue d'assurer la collecte de matériel génétique concernant les essences menacées; ii) **développement de l'apiculture**, avec l'introduction de ruches modernes et de techniques améliorées de transformation du miel; iii) **production agricole:** réalisation, dans le cadre des exploitations, de recherches d'adaptation concernant les cultures pluviales et irriguées, avec notamment l'expérimentation de variétés de céréales supportant la sécheresse, le transfert de technologie dans le cadre de programmes pilotes (notamment gestion de l'eau dans les exploitations au moyen de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte et par ajutage pour la

culture du café) et la formation au sein des communautés de responsables de services de vulgarisation agricole au niveau des villages; iv) **dispositifs de microfinancement** à assise communautaire, avec des associations de crédit constituées au moyen de capitaux initiaux mobilisés dans la communauté, complétés par des fonds versés dans le cadre du projet à titre de don ainsi que des ressources additionnelles provenant d'un prêt global de la BCMA devant permettre d'octroyer des crédits à ses membres, en priorité aux ménages pauvres et aux femmes; et v) **emploi non agricole**, avec la mise en place d'une formation professionnelle dans plusieurs domaines.

- **Développement communautaire:** i) **renforcement des capacités des communautés** pour leur permettre: d'établir des priorités en ce qui concerne leurs besoins de développement – à la fois en tant que ménages et en tant que communautés – dans le cadre d'un processus de planification participatif, et d'élaborer des plans d'action communautaires; et d'être mieux à même, individuellement et collectivement, de gérer leur propre développement et de créer des associations capables d'avoir accès à des ressources extérieures au projet afin d'entretenir la dynamique de développement; et ii) **renforcement des compétences des femmes dans le domaine du développement** grâce à des cours d'alphabétisation et d'apprentissage de l'autonomie fonctionnelle ainsi qu'à la promotion de nouvelles technologies, notamment outils permettant d'économiser du travail et jardins potagers.
- **Dispositif de financement des initiatives de développement:** le projet offrira des moyens de financement additionnels pour les activités concluantes très demandées par les communautés ainsi que pour de nouvelles activités considérées comme réalisables et intéressantes lors de la mise en œuvre du projet.
- **Appui institutionnel et gestion du projet:** i) **appui institutionnel** à la restructuration de l'Office agricole du gouvernorat moyennant la fourniture d'une assistance technique au titre du développement organisationnel, le financement de locaux et de matériel de bureau et la formation du personnel; et ii) **gestion du projet**, avec le financement des dépenses afférentes au personnel de gestion et des coûts de fonctionnement.

23. Il sera adopté pour réaliser le projet une approche souple, axée sur la poursuite des processus et impulsée par la demande, par laquelle les communautés bénéficiaires pourront déterminer les activités prioritaires et identifier les ressources nécessaires pour les mener à bien.

D. Coûts et financement

24. Le coût total du projet sur la période de huit ans est estimé à 22,79 millions de USD. Le prêt proposé du FIDA, soit 14,35 millions de USD, financera 63% de ce coût. Le Gouvernement yéménite versera une contribution de 3,06 millions de USD (13%) tandis que la BCMA versera 248 000 USD sous forme de contributions à la ligne de crédit du projet (1%) et le FPPAH accordera 594 000 USD (3%) pour des infrastructures d'irrigation. Les communautés bénéficiaires contribueront au coût total du projet pour un montant de 4,54 millions de USD (20%) sous la forme de main-d'œuvre bénévole et de matériel pour les systèmes d'eau potable et les petites installations de mise en valeur des terres et des ressources en eau, ainsi qu'au moyen de contributions de fonds propres et des économies des membres des associations locales d'épargne et de crédit.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Gestion des terres et des ressources en eau	5 895	2 170	8 065	27	40
B. Développement de l'agriculture et promotion des moyens de subsistance					
Élevage et aménagement des parcours	1 443	807	2 250	36	11
Développement de l'apiculture	352	272	624	44	3
Production agricole	509	217	726	30	4
Dispositifs de microfinancement à assise communautaire	3 268	179	3 447	5	17
Emploi non agricole	95	5	100	5	1
Total partiel B	5 667	1 479	7 146	21	36
C. Développement communautaire					
Renforcement des capacités des communautés	357	631	988	64	5
Renforcement des compétences des femmes dans le domaine du développement	625	196	821	24	4
Total partiel C	982	826	1 809	46	9
D. Dispositif de financement des initiatives de développement	400	-	400	-	2
E. Appui institutionnel et gestion du projet					
Appui institutionnel	423	218	640	34	3
Gestion du projet	1 308	567	1 875	30	9
Total partiel E	1 730	784	2 515	31	13
Total des coûts de base	14 675	5 260	19 935	26	100
Provision pour aléas d'exécution	452	184	636	29	3
Provision pour aléas financiers	1 614	609	2 223	27	11
Total des coûts du projet	16 741	6 053	22 794	27	114

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		FPPAH		BCMA		Bénéficiaires		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits & Taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Gestion des terres et des ressources en eau	5 474	56,5	594	6,1	-	-	3 065	31,6	559	5,8	9 692	42,5	2 605	6 758	329
B. Développement de l'agriculture et promotion des moyens de subsistance															
Élevage et aménagement des parcours	1 912	73,3	-	-	-	-	28	1,1	670	25,7	2 610	11,5	915	1 547	148
Développement de l'apiculture	550	78,0	-	-	-	-	-	-	155	22,0	705	3,1	306	357	42
Production agricole	569	67,4	-	-	-	-	-	-	276	32,6	845	3,7	252	540	53
Dispositifs de microfinancement à assise communautaire	1 546	43,9	-	-	248	7,0	1 451	41,2	276	7,8	3 520	15,4	198	3 294	28
Emploi non agricole	121	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	121	0,5	6	115	-
Total partiel B	4 698	60,2	-	-	248	3,2	1 478	18,9	1 377	17,6	7 801	34,2	1 677	5 853	271
C. Développement communautaire															
Renforcement des capacités des communautés	743	68,1	-	-	-	-	-	-	348	31,9	1 090	4,8	683	342	65
Renforcement des compétences des femmes dans le domaine du développement	795	82,4	-	-	-	-	-	-	170	17,6	965	4,2	218	701	46
Total partiel C	1 537	74,8	-	-	-	-	-	-	517	25,2	2 055	9,0	901	1 043	111
D. Dispositif de financement des initiatives de développement	400	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	400	1,8	-	400	-
E. Appui institutionnel et gestion du projet															
Appui institutionnel	391	55,3	-	-	-	-	-	-	316	44,7	706	3,1	234	438	34
Gestion du projet	1 848	86,4	-	-	-	-	-	-	290	13,6	2 139	9,4	636	1 421	82
Total partiel E	2 239	78,7	-	-	-	-	-	-	606	21,3	2 845	12,5	870	1 860	116
Total des décaissements	14 349	63,0	594	2,6	248	1,1	4 544	19,9	3 059	13,4	22 794	100,0	6 053	15 914	827

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

25. Les marchés d'acquisition de biens et de services financés par le prêt du FIDA seront soumis aux dispositions des directives du FIDA en matière de passation des marchés. Les principaux postes d'achat pour le projet sont les travaux de génie civil, les véhicules, la formation et l'assistance technique. Les achats de matériels et d'équipement seront autant que possible groupés pour profiter des rabais.

26. **Travaux de génie civil.** Tous les travaux d'infrastructure pour l'approvisionnement en eau potable seront effectués par le FSD, dont les procédures en matière de passation des marchés ont été établies par la Banque mondiale en accord avec l'ensemble des donateurs finançant des activités similaires. Le FSD emploie dans la mesure du possible des méthodes participatives à forte intensité de main-d'œuvre, avec délégation de responsabilités aux bénéficiaires à qui il appartient de recruter du personnel qualifié et de louer le matériel nécessaire, conformément aux directives et avec l'agrément de l'unité de gestion des projets (UGP) du FSD.

27. Pour les ouvrages d'infrastructure mis en place par les communautés, les contrats de personnel qualifié et/ou de matériels et de services de transport d'une valeur ne dépassant pas 5 000 USD seront attribués selon une procédure simplifiée d'appel d'offres local. Les marchés de travaux d'infrastructure d'irrigation, comme les barrages en terre (40 000 – 100 000 m), d'une valeur de 50 000 USD ou moins seront attribués par l'UGP à la suite d'une consultation d'entrepreneurs locaux faisant intervenir au moins trois entrepreneurs. Les marchés de travaux d'une valeur supérieure à ce montant seront attribués suivant une procédure normale d'appel d'offres local. Il existe suffisamment de ressources dans la zone du projet pour permettre des consultations d'entrepreneurs et des appels d'offres à l'échelon local.

28. **Véhicules et matériels.** Les marchés de véhicules seront attribués à la suite d'appels d'offres internationaux et seront groupés en lots de valeur supérieure à 100 000 USD. Les marchés de matériels d'une valeur comprise entre 20 000 et 100 000 USD seront attribués à la suite d'appels d'offres locaux et ceux d'une valeur inférieure à 20 000 USD à la suite d'une consultation de fournisseurs locaux.

29. **Formation et assistance technique.** Tous les contrats de louage de services de consultants et d'assistance technique seront passés conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés. Toutes choses étant égales par ailleurs, la prestation des services de formation à la gestion des projets agricoles sera confiée de préférence au programme de formation à la gestion agricole au Proche-Orient et en Afrique du Nord (NENAMTA), le programme régional financé par le FIDA.

30. **Processus d'examen.** Les marchés d'acquisition de biens et de travaux dont le coût est estimé à 100 000 USD ou plus feront l'objet d'un examen préalable de l'institution coopérante. Les marchés d'une valeur inférieure à ce montant seront examinés sur une base sélective.

Comptabilité et vérification des comptes

31. **Comptabilité.** L'UGP et les agents d'exécution [BCMA, FSD et ORVA (Office de recherche et de vulgarisation agricoles)] tiendront des comptes et des états séparés. Le FSD et la BCMA présenteront des états financiers trimestriels pour permettre à l'UGP de regrouper tous les comptes relatifs au projet. L'UGP présentera au Gouvernement yéménite, au FIDA et à l'institution coopérante des états et des rapports financiers consolidés semestriels et annuels au plus tard trois mois après la fin de la période considérée, sous une forme jugée acceptable par le FIDA.

32. **Vérification.** Les comptes du projet seront vérifiés chaque année par un commissaire aux comptes indépendant nommé conformément aux directives du FIDA en matière d'audit. Les comptes vérifiés seront présentés au Gouvernement yéménite et au FIDA au plus tard six mois suivant la clôture de l'exercice correspondant. Le FSD, l'ORVA et la BCMA présenteront au Gouvernement yéménite et au FIDA des rapports d'audit annuels séparés sur les dépenses relatives au projet.

F. Organisation et gestion

33. Le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation sera l'agent d'exécution du projet. À terme, pour aller dans le sens du processus de décentralisation et dans un souci de pérennité, il s'agit de confier l'exécution du projet à l'Office agricole du gouvernorat. Mais cela ne sera pas possible tant qu'il n'aura pas été remédié aux insuffisances actuelles de cet office, qui doit être réorganisé dans le cadre de la restructuration générale du ministère. En attendant, le projet sera exécuté conformément à des arrangements temporaires par l'UGP, qui fusionnera en temps utile avec l'Office. Les activités principales en matière de développement communautaire, de gestion des terres et des ressources en eau et de développement agricole seront mises en œuvre directement par la direction du projet, dans le cadre d'équipes de mobilisation sociale et technique établies à l'échelon local et secondées, au niveau du gouvernorat, par une équipe d'appui technique. L'exécution des autres composantes sera sous-traitée à des organismes spécialisés compétents. C'est ainsi que le FSD sera chargé de mettre en œuvre la composante relative à l'eau potable, que l'Organisation pour l'alphabétisation des adultes sera engagée pour appliquer le programme d'alphabétisation et d'autonomie fonctionnelle et que l'ORVA s'occupera des programmes de recherche adaptative concernant les cultures, l'apiculture et l'aménagement des parcours.

34. Un comité directeur dirigera l'exécution du projet et un comité de coordination sera établi dans chaque district pour faciliter la coordination entre le projet et le processus de décentralisation.

35. **Système d'évaluation des résultats et de l'impact.** Lors de la conception du projet, les bases d'un système d'évaluation des résultats et de l'impact fondé sur un Système d'information géographique (SIG) ont été élaborées. Un tel système permet de relier ou de recouper des données portant sur divers aspects relatifs aux communautés, aux activités et aux réalisations du projet, et de les présenter sous forme graphique afin d'en faciliter la compréhension. Grâce au SIG, la direction du projet disposera de plusieurs outils de gestion essentiels: base de données, outils de sélection pour les communautés, outils de planification permettant d'identifier les activités de développement pouvant être entreprises dans les villages concernés, outils de contrôle du rendement et outils d'évaluation de l'impact permettant d'apprécier l'incidence des activités du projet sur un certain nombre d'indicateurs clés. Le projet prévoit trois mois supplémentaires de travail (deux mois au cours de la première année du projet et un mois pendant la deuxième année) pour le spécialiste du SIG, qui pourra ainsi mettre définitivement au point le système, former le personnel et procéder à une évaluation au bout d'un an. Un spécialiste du suivi et de l'évaluation sera en outre engagé pour deux mois afin de concevoir le système d'évaluation global.

G. Justification économique

36. **Impact sur les revenus des ménages.** Près de 15 600 ménages devraient bénéficier des avantages du projet, à savoir une augmentation des revenus, une plus grande sécurité des moyens de subsistance et une amélioration globale des conditions de vie. Les femmes, qui compteront parmi les principaux bénéficiaires du projet, pourront accéder plus facilement à l'eau potable, à l'alphabétisation, à la formation et aux crédits. L'impact du projet au niveau des ménages est mesuré à partir de plusieurs modèles partiels⁴ représentant des familles types d'éleveurs sans terre et de petits exploitants pratiquant une agriculture associée à l'élevage et possédant en moyenne 0,5 ha pour les exploitants de

⁴ Il s'agit de modèles partiels car il n'a pas été procédé à la quantification d'autres sources de revenu.

cultures non irriguées et 0,33 ha pour les exploitants de cultures irriguées. Il ressort des études de modélisation que le revenu agricole net moyen (compte tenu des bonnes années et des années de sécheresse) s'accroîtra de 35% à 330% pour les éleveurs sans terre adoptant diverses techniques améliorées dans des domaines comme l'élevage ou l'apiculture; de 37% à 244% pour les exploitants pratiquant une agriculture pluviale associée à l'élevage; et de 114% pour les exploitants recourant à l'irrigation. L'adoption de techniques d'apicoles améliorées est le principal facteur potentiel d'accroissement significatif des revenus. Mais, bien que non négligeable, un tel accroissement n'est pas suffisant pour hisse les petits exploitants au-dessus du seuil de pauvreté: les familles doivent donc continuer à pratiquer plusieurs activités en s'efforçant d'augmenter la productivité, et si possible l'échelle, de chacune d'elles, pour qu'il y ait un impact sensible sur la pauvreté. Elles continuent cependant de se heurter à l'insuffisance de la base des ressources. La production de café est une source importante de revenus, la culture de 0,1 ha permettant d'obtenir des revenus correspondant au seuil de pauvreté. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 17,4%, tombant à 16% quand les coûts augmentent de 10% et à 15% lorsque les avantages baissent de 10%.

37. **Rôle des femmes.** Le projet est particulièrement dynamique en ce qui concerne l'appui aux femmes, et les interventions qu'il prévoit contribueront à améliorer sensiblement le bien-être et les conditions de vie en général des femmes et à renforcer leur rôle au sein de la famille et de la communauté. La pénibilité des tâches domestiques sera réduite grâce à un accès amélioré à l'eau, au fourrage et au bois de feu, ainsi qu'à des outils permettant d'économiser le travail, et les femmes pourront ainsi consacrer du temps à des activités plus productives. Beaucoup de femmes recevront une formation d'agent en santé animale et d'animatrice en vulgarisation agricole au niveau des villages, ce qui, avec leur affectation dans des fermes de démonstration/pilotes, leur permettra d'obtenir une reconnaissance sociale. La formation d'un petit nombre de jeunes femmes au métier d'assistant vétérinaire marquera un net progrès, témoignant de l'acceptation par certaines familles des nouvelles possibilités qui s'offrent aux femmes et instituant des modèles positifs. Les associations de crédit aideront les femmes à obtenir un appui financier auquel elles n'avaient pas accès auparavant pour mener des activités rémunératrices et acquérir ainsi une certaine indépendance économique.

H. Risques

38. Les principaux risques sont notamment les suivants: i) une sécheresse prolongée ou des précipitations insuffisantes dans les premières années du projet empêcheront d'obtenir les gains de productivité nécessaires pour permettre aux ménages de constituer des réserves (le projet prévoit plusieurs moyens – associés à l'aménagement des parcours et à l'aridoculture – pour atténuer ce risque); ii) la capacité des communautés à rétablir des contrôles sociaux à l'appui de la gestion communautaire des parcours est incertaine; iii) les approches participatives de développement dépendent beaucoup de la qualité du personnel affecté dans les équipes sur le terrain et de l'offre d'incitations suffisantes; iv) les traditions culturelles risquent de faire échouer les tentatives visant à donner aux femmes un rôle plus important; v) l'absence de véritable engagement en faveur de la promotion des femmes de la part des responsables du projet et/ou l'impossibilité de recruter assez de personnel féminin à des postes clés risquent de compromettre la réalisation de l'objectif consistant à associer les femmes aux activités du projet sur un pied d'égalité avec les hommes; et vi) les vétérinaires du secteur privé ne pourront pas forcément établir une activité rentable, ce qui perpétuera la pénurie actuelle de services vétérinaires et dissuadera les propriétaires de bétail d'investir dans des mesures d'amélioration du cheptel.

I. Impact sur l'environnement

39. Dans l'ensemble, le projet devrait avoir un impact positif sur l'environnement. Les activités relatives à l'élevage et aux parcours sont précisément conçues non seulement pour ralentir la dégradation actuelle des ressources mais aussi pour rétablir l'état naturel des parcours. On s'emploiera à cet effet à protéger les essences menacées pour permettre la collecte et la multiplication des

semences, ce qui permettra de restaurer la diversité des essences, de mieux nourrir le bétail et aussi de réduire l'érosion des sols. On découragera activement l'accumulation des têtes de bétail en prônant l'élimination des bêtes les moins productives et l'engraissement des mâles à l'étable afin de réduire le nombre d'animaux paissant sur les parcours. La productivité des bêtes existantes sera maximisée au moyen de pratiques d'élevage améliorées, de l'accroissement des disponibilités alimentaires et de l'amélioration génétique. L'adoption par les agriculteurs de variétés locales de céréales plus productives et la transformation des résidus végétaux accroîtront la quantité et la valeur nutritive des sous-produits agricoles et réduiront les pressions sur les terres de parcours. L'approche participative qui sous-tend le projet sera un moyen de faire mieux comprendre et connaître les questions d'environnement dans les communautés.

40. Les interventions en faveur de la remise en état des terrasses et de l'aménagement et de la protection des bassins versants, avec le reboisement qui ira de pair, réduiront l'envasement des oueds et l'érosion des berges ainsi que les effets d'érosion du ruissellement, et accroîtront les ressources en pâturages, en bois de feu et en nourriture pour les abeilles. Le projet cherche à remédier au problème de la pénurie d'eau en mettant l'accent sur la récupération des eaux de pluie en vue d'accroître les approvisionnements en eau potable pour les hommes et le bétail; il souligne l'importance d'une meilleure agriculture pluviale et appuie les initiatives visant à favoriser une utilisation rationnelle de l'eau d'irrigation.

41. En conséquence l'analyse de la situation et de l'impact écologiques, préconise le classement du projet dans la catégorie B, dans la mesure où l'on en attend des effets positifs sur l'environnement et où tout impact potentiellement néfaste (pouvant par exemple découler de l'installation de réseaux d'approvisionnement en eau potable) pourra être évité par des mesures élémentaires d'atténuation des effets.

J. Aspects novateurs

42. Le projet comporte les mêmes aspects novateurs que ceux qui caractérisaient le projet de développement rural participatif mené dans la région de Dhamar, c'est-à-dire qu'il met l'accent sur la durabilité en favorisant l'autonomie et en encourageant les communautés à s'appropriier le processus de développement. Étant donné les difficultés qu'entraînent la mise en place et le bon fonctionnement d'une planification participative, la période de préexécution sera relativement plus longue qu'à l'ordinaire. Un autre élément nouveau est l'adoption du système d'évaluation des résultats et de l'impact fondé sur le SIG. Enfin et surtout – compte tenu des problèmes posés par le crédit institutionnalisé et la lenteur de la réforme et de la restructuration de la BCMA – le projet introduit une activité pilote visant à établir un système de finance rurale participatif avec le concours d'organisations non gouvernementales locales et internationales. Le projet continuera d'appuyer la décentralisation et la concertation aux fins de la restructuration du Ministère de l'agriculture et de l'irrigation. La gestion du projet a été notablement simplifiée grâce à un recours accru à l'externalisation et au sous-traitement de certaines activités à des organismes compétents, comme le FSD qui s'occupera des travaux d'infrastructure pour l'approvisionnement en eau potable.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

43. Un accord de prêt entre la République du Yémen et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

44. La République du Yémen est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

45. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

46. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République du Yémen un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions huit cent mille droits de tirage spéciaux (9 800 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2044 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations de prêt conclues à Rome le 9 décembre 2003)

1. **Contribution de contrepartie.** Pendant la durée d'exécution du projet, le Gouvernement de la République du Yémen (le Gouvernement) met à la disposition de l'unité de gestion du projet (UGP) des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres, d'un montant global de 3 901 000 USD environ (y compris les taxes et droits). À cette fin, le Gouvernement dépose, comme prévu au Programme de travail et budget annuel, des fonds de contrepartie sur le compte de projet "B" en vue de couvrir la première année d'exécution du projet, et reconstitue par la suite ce compte en déposant annuellement et par anticipation les fonds de contrepartie prévus au PTBA pour l'année correspondante du projet.
2. **Comptes du projet.** L'UGP ouvre et tient, auprès de l'agence de la Banque centrale du Gouvernement à Al-Dahla, ou auprès d'un autre établissement bancaire acceptable pour les parties au prêt, un compte libellé en rials yéménites destiné à financer les dépenses courantes du projet (compte de projet "A"). L'UGP ouvre et tient, auprès de l'agence de la Banque centrale du Gouvernement d'Al-Dahla, ou auprès d'un autre établissement bancaire acceptable pour les parties au prêt, un compte libellé en rials yéménites pour financer les dépenses courantes du projet (compte de projet "B"). Le Directeur du projet est pleinement habilité à exécuter des opérations sur ces deux comptes. Le compte de projet "A" est approvisionné et périodiquement reconstitué, sur demande, à partir des ressources provenant du compte spécial, comme prévu au PTBA. Le compte de projet "B" est approvisionné à partir des fonds de contrepartie, comme prévu au PTBA.
3. **Disponibilité des fonds du prêt.** Le Gouvernement mettra les fonds provenant du prêt à la disposition de l'UGP et de chacun des autres participants au projet conformément aux plans de travail et budgets annuels, aux accords subsidiaires avec la Banque de crédit coopératif et agricole (CACB) et avec le Fonds saoudien pour le développement (SFD), et à tout autre accord qui pourrait être conclu entre le Gouvernement et le FIDA.
4. **Manuel d'exécution du projet.** Le manuel d'exécution du projet, comme convenu entre les parties, a été adopté dans une version essentiellement conforme à celle approuvée par le FIDA. Le manuel d'exécution du projet inclura, entre autres, des directives d'exécution pour chacun de ses éléments.
5. **Accords de prêt subsidiaires.** Le Gouvernement rétrocédera les fonds provenant du prêt, comme prévu par les accords subsidiaires respectifs. Le Gouvernement conclura avec la CACB un accord dans lequel il sera précisé que le Gouvernement transférera à celle-ci, sous forme de prêt, les fonds du prêt qu'elle utilisera pour la sous-composante relative au développement du microfinancement. Le Gouvernement conclura avec le SFD un accord dans lequel il sera précisé que le Gouvernement transférera à celui-ci, sous forme de prêt, les fonds du prêt, qu'il utilisera pour l'exécution de la sous-composante relative à l'approvisionnement en eau potable.
6. **Motifs supplémentaires de suspension.** Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si i) l'un ou l'autre des accords subsidiaires cités a été violé ou a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou de toute autre modification sans l'assentiment préalable du FIDA, et le FIDA a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou autre modification a eu, ou risque d'avoir, des conséquences défavorables importantes sur une quelconque partie du projet; ii) le FIDA a établi que les avantages matériels du projet ne parviennent pas au groupe cible, ou profitent à des

personnes ne faisant pas partie de ce groupe, au détriment des membres du groupe cible; iii) la procédure de passation des marchés n'a pas été conforme aux dispositions de l'accord de prêt; et iv) une autorité compétente quelconque a pris une mesure visant à la dissolution de l'UGP ou à la suspension de ses activités, et le FIDA a établi que cette mesure a eu, ou risque d'avoir, des conséquences défavorables importantes sur le projet.

7. **Conditions préalables au décaissement.** Pour ce qui concerne les sous-composantes relatives à l'approvisionnement en eau potable et au développement du microfinancement, aucun décaissement ne sera effectué à partir du prêt tant que tous les accords subsidiaires n'auront pas été signés sous une forme acceptable pour le FIDA, et qu'un exemplaire de ces accords n'aura pas été communiqué au FIDA.

8. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt:

- a) l'UGP a été dûment créée;
- b) le CPP a été dûment créé;
- c) le directeur de projet et le contrôleur financier de l'UGP ont été dûment nommés et agréés par le FIDA;
- d) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et les comptes de projet;
- e) l'accord de prêt a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le gouvernement ont été dûment autorisées ou ratifiées conformément à toutes les procédures administratives et gouvernementales applicables;
- f) un avis juridique, délivré par le Ministère de la Justice, a été remis par le Gouvernement au FIDA.

APPENDIX I

COUNTRY DATA
YEMEN

Land area (km² thousand) 2001 1/	528	GNI per capita (USD) 2001 1/	450
Total population (million) 2001 1/	18.05	GDP per capita growth (annual %) 2001 1/	0.0
Population density (people per km²) 2001 1/	34	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	8 a/
Local currency	Yemeni Rial (YER)	Exchange rate: USD 1.00 =	YER 0.0056
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	2.9	GDP (USD million) 2001 1/	9 276
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	41	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	11	1991-2001	5.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	79	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	57	% agriculture	15
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	50
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	7
Total labour force (million) 2001 1/	5.72	% services	35
Female labour force as % of total 2001 1/	28	Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	14
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	79 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	52	Gross domestic savings (as % of GDP)	21
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	1 970	Merchandise exports 2001 1/	3 205
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	52 a/	Merchandise imports 2001 1/	2 260
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	46 a/	Balance of merchandise trade	945
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	5 a/	before official transfers 2001 1/	n/a
Physicians (per thousand people) 2001 1/	0 a/	after official transfers 2001 1/	1 107
Population using improved water sources (%) 2000 3/	69	Foreign direct investment, net 2001 1/	n/a
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	38	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-3 a/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	27 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	35 a/	Total external debt (USD million) 2001 1/	4 954
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	122	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	41
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	136	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	5
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	1 085	Lending interest rate (%) 2001 1/	18
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	13
Arable land as % of land area 2000 1/	3		
Forest area as % of total land area 2000 1/	1		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	30		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

PREVIOUS IFAD FINANCING IN YEMEN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Tihama Development Project III (Wadi Mawr)	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	26 Mar 79	29 Feb 80	30 Sep 88	L - I - 13 - YE	SDR	9300000	1
Southern Uplands Rural Development Project Phase II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Sep 80	23 Jun 81	31 Dec 85	L - I - 46 - YA	SDR	10600000	1
Agricultural Support Services Project	IFAD	AFESD	HC	05 Dec 80	14 May 81	30 Jun 87	L - I - 60 - YD	SDR	7700000	0.99
Wadi Beihan Agricultural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	08 Sep 81	16 Apr 82	31 Dec 88	L - I - 68 - YD	SDR	4900000	0.99
Agricultural Research and Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	15 Sep 82	01 Dec 83	31 Dec 91	L - I - 105 - YA	SDR	5250000	0.93
Third Fisheries Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	15 Sep 82	25 Feb 83	30 Jun 89	L - I - 106 - YD	SDR	4450000	1
Central Highlands Agricultural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	12 Sep 84	02 May 85	31 Dec 92	L - I - 156 - YA	SDR	3900000	0.72
Southern Regional Agricultural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	29 Apr 87	03 Jun 88	31 Dec 96	L - I - 202 - YA	SDR	2000000	0.91
Eastern Regional Agricultural Development Project	IFAD	AFESD	HC	15 Sep 88	22 Sep 89	30 Jun 98	L - I - 228 - YD	SDR	8100000	0.89
Agricultural Credit Project	IFAD	AFESD	HC	07 Dec 89	28 Mar 91	30 Dec 98	L - I - 253 - YA	SDR	11750000	1
Fourth Fisheries Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	02 Oct 90	07 Aug 92	30 Jun 99	L - I - 269 - YR	SDR	5000000	0.51
Tihama Environment Protection Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Apr 93	21 Nov 95	30 Jun 03	L - I - 330 - YR	SDR	7050000	0.99
Southern Governorates Rural Development Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	11 Sep 97	01 Jul 98	31 Dec 05	L - I - 454 - YE	SDR	8150000	0.7
Raymah Area Development Project	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	10 Jul 98	30 Jun 06	L - I - 456 - YE	SDR	8750000	0.53
Al-Mahara Rural Development Project	IFAD	UNOPS	HC	09 Dec 99	26 Jul 00	31 Mar 08	L - I - 528 - YE	SDR	8900000	0.3
Dhamar Participating Rural Development Project	IFAD	AFESD	HC	05 Sep 02	18 Jun 04		L - I - 594 - YE	SDR	10900000	

LOGICAL FRAMEWORK

Goal	Performance Questions and Target Indicators	Monitoring Mechanism and Information Sources	Assumptions
<p>Sustainable and equitable growth in rural living standards and greater livelihood security for economically vulnerable households in Al-Dhala through better management of the resource base, leading to enhanced income-generating opportunities</p>	<p>Performance questions</p> <ul style="list-style-type: none"> • How has the purchasing power and ownership of assets of target-group households changed? • For whom has livelihood security changed and in what ways? • How have interventions affected workloads, role and well-being of different household members (women, men, young, old)? • How equitably have different social and economic groups benefited from the project's interventions? <p>Target indicators</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poverty headcount reduced with rise in household productivity and incomes • Prevalence of chronic malnutrition among children aged less than five years reduced • Equal livelihood improvements for men and women and for woman- and man-headed households 	<ul style="list-style-type: none"> • PMU Management Information System (MIS) • Periodic government socio-economic and poverty studies, health/welfare surveys • Rapid nutrition surveys at benchmark, mid-term and completion evaluations • Project baseline and repeater surveys, farm and community surveys and case studies • Project records of group formation and minutes/reports of their activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Macroeconomic policies and political factors favour continued market liberalization and economic growth • Productive capacity of natural resources is not adversely affected by demands of population growth • People and institutions have the capacity to adapt

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 1: Land and Water Management										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
Natural resources (land and water) regenerated and utilized in a sustainable and equitable manner	<ul style="list-style-type: none"> How equitably have different social and economic groups benefited from the project's drinking-water, irrigation and land-management interventions? What measures have been adopted to ensure sustainability of the schemes and how successful have they been? How have women been involved in planning and managing drinking-water schemes and how have they benefited? 	Drinking-water supply enhanced primarily for poor households	<ul style="list-style-type: none"> No. of drinking-water supply schemes implemented No. of households (HH) benefited 	<ul style="list-style-type: none"> Improved health conditions of communities Women's time released for more productive activities Girls' time released to pursue education 	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in incidence of diarrhoeal and other diseases Increased involvement of women in income-generating activities Increased enrolment of girls 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Construction of water-supply schemes with community participation Establishment and capacity-building of water users' associations (WUAs) Health-awareness campaigns related to water utilization 	<ul style="list-style-type: none"> Funds for implementing drinking-water schemes Formation of WUAs Training of WUAs in operation & maintenance (O&M) of schemes Training in hygiene and improved water-utilization practices 	USD 7.0 million	<ul style="list-style-type: none"> Community social conscience allows for provision for the poor Communities are willing and able to participate in funding, implementation and O&M
		New irrigation facilities provided and water utilization improved	<ul style="list-style-type: none"> No. of irrigation facilities implemented Expansion of irrigated area No. of farmers benefited 	<ul style="list-style-type: none"> Enhanced productivity of crops and gross margins Enhanced family incomes Savings in irrigation water, leading to expansion of irrigated area 	<ul style="list-style-type: none"> Changes in cropping patterns Crop diversification Increase in yields Increase in family incomes 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Construction of small-scale, surface irrigation infrastructure Demonstrations of water-saving irrigation techniques for coffee and vegetables 	<ul style="list-style-type: none"> Funds for construction of irrigation infrastructure Formation of WUAs Training of WUAs in O&M Training in improved water management 	USD 1.2 million	<ul style="list-style-type: none"> Sound technical solutions are identified Community solutions to avoid use of irrigation for <i>qat</i> cultivation are found Active involvement by farmer groups is sustained
		Environmental and conservation groups supported and environmental rehabilitation and protection works implemented, including terrace rehabilitation, catchment-area protection and reforestation	<ul style="list-style-type: none"> No. of community groups formed Lengths/areas of terraces repaired (private and community) Km² of catchment areas of dams protected Area of trees planted and maintained (terraces and catchment area) 	<ul style="list-style-type: none"> Reduction in soil erosion Reduction in siltation in dam reservoirs Abandoned terraces restored to productive use 	<ul style="list-style-type: none"> Area of terraces restored to crop cultivation Increase in farm incomes Increase in fodder and fuelwood from terraces and catchment area 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Ongoing evaluation of panel of households Community records Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Terrace rehabilitation works Construction of soil-conservation structures in catchment area of dams Afforestation in catchment area of dams 	<ul style="list-style-type: none"> Funds for rehabilitation of terraces and for construction of soil-conservation works Funds for purchase of seedlings for afforestation 		<ul style="list-style-type: none"> Communities and individuals are willing to contribute as required to the cost of the investment

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 2: Agriculture and Livelihood Development										
Sub-component: Livestock production and veterinary support										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
Farming households are equipped and supported to enhance output of agricultural and livestock products and to pursue other income-earning opportunities	<ul style="list-style-type: none"> How have the levels of production, diversity and productivity of agriculture changed for project households? What innovations have been recommended, to what extent have they been adopted and to what effect? How have farmer groups and village extension workers influenced the adoption of improved farming practices? In what way has the performance of agricultural research and extension systems changed? How has access of the poor and women to credit improved? 	Appropriate livestock management systems are made available to livestock owners and access to veterinary services is improved	<ul style="list-style-type: none"> No. of village animal-health workers (VAHWs) (men & women) and women veterinary assistants trained and sustained No. of private veterinary practices established and sustained No. of reported disease outbreaks No. of animals vaccinated No. of men & women trained as village livestock extension workers (VLELs) No. of farmers (men & women) participating in demonstrations and livestock improvement programmes No. of farmers adopting improved feeding and livestock management practices No. of farmers implementing selection programme for productive traits (men/women) 	<ul style="list-style-type: none"> Veterinary services are more widely available to farmers Reduction in mortality, particularly of small ruminants, through better disease-control procedures Women have opportunity to train as veterinary assistants Productivity of livestock has increased Communities have ready access to basic technical advice 	<ul style="list-style-type: none"> Sustainable network of veterinary services accessible to farmers % reduction in livestock mortality from epidemic diseases Increase in livestock productivity Farmers more willing to invest in livestock improvements Increased livestock holdings by poor farmers 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Improved access of farmers to veterinary care Support for feed improvement, improved animal-husbandry practices and upgrading of genetic stock to improve livestock productivity 	<ul style="list-style-type: none"> Training of 200 VAHWs and 200 VLELs Establishment of 4 private veterinary practices Establishment of 2 epidemiology units and field laboratory for improved disease control Preventive vaccination campaigns Demonstrations of improved feeding and animal husbandry practices Promotion of improved sire selection and sire exchange Demonstrations of fattening and other income-generating activities, e.g. cheese production Farmer training 	USD 1.7 million	<ul style="list-style-type: none"> Diseases controlled and confidence of livestock owners restored to stimulate interest in investment in livestock improvement Farmers are willing to pay for veterinary services to make private veterinary businesses profitable VAHW services are maintained Sound opportunities exist for income diversification

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 2: Agriculture and Livelihood Development (continued)										
Sub-component: Range management										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
See above	See above	Traditional range-management procedures revived and replicated and degraded areas of rangeland protected and rehabilitated	<ul style="list-style-type: none"> • No. of grazing-management groups adopting improved rangeland management practices and area of rangeland affected (ha) • No. and area of protected range areas established and maintained • Area of rangeland reseeded and replanted 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased productivity of rangeland • Increased winter feed reserves • Restored biodiversity and increased biomass output • Protection of threatened species and provision of seed supply for re-establishing biodiversity of rangeland • Accessible supply of seedlings for reforestation 	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in rangeland productivity and carrying capacity • Reduction in weight loss of animals due to greater winter feed reserves 	<ul style="list-style-type: none"> • PMU MIS • Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> • Mapping and surveys of condition of rangeland to define appropriate regeneration strategy • Promotion of improved grazing management systems • Regeneration of degraded areas of rangeland • In-situ germplasm protection for threatened rangeland species 	<ul style="list-style-type: none"> • Contracting of AREA for rangeland surveys and monitoring • Establishment of 30 pilot grazing-management areas • Establishment of 30 protected range areas • Reseeding and replanting of degraded areas of rangeland with indigenous fodder trees, shrubs, herbs and grasses • Establishment of 100 community nurseries • Ten person-months of technical assistance (TA) for livestock and rangeland adviser 	USD 0.6 million	<ul style="list-style-type: none"> • Communities are sufficiently cohesive and disciplined to respect rangeland improvements and reforestation efforts

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 2: Agriculture and Livelihood Development (continued)										
Sub-component: Apiculture development										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
See above	See above	Modern bee-keeping technology adopted for production, processing and marketing, and management skills of beekeepers improved	<ul style="list-style-type: none"> No. of beekeepers adopting improved hives No. of improved hives in operation No. of queen bees produced/sold for stocking hives Increase in production from improved hives Reduction in disease incidence Quantity of honey processed by Bee-keepers' Association 	<ul style="list-style-type: none"> Apiculture transformed from low-productivity traditional industry to modern industry using improved hives and processing technology Beekeepers have access to high-quality, disease-tolerant, local bees bred for high-production traits Reduction in disease incidence High-quality honey produced due to improved processing and quality-control procedures Exploitation of high-value hive products Significant increase in income from apiculture Bee-keepers Association established as effective support service for bee-keepers 	<ul style="list-style-type: none"> Income of small-scale bee-keepers has increased significantly Quality of honey improved Higher prices obtained due to production of higher-quality honey New markets found 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Ongoing evaluation of panel of households Community records Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic studies for augmenting honey production Disease investigation and control Promotion of improved hive and processing technology Establishment of queen bee rearing to improve quality of bees Establishment of quality-control facilities 	<ul style="list-style-type: none"> Survey of bee flora availability Diagnostic study of production constraints Establishment of disease-control laboratory Introduction of improved hives Establishment of 2 queen bee rearing stations Establishment of modern honey-processing centre, including facilities for processing of high-value hive products, e.g. royal jelly Establishment of quality-control laboratory Establishment of collection centres and development of new markets 	USD 0.6 million	<ul style="list-style-type: none"> Diseases controlled to give beekeepers incentive to invest in improved technology Bee-keepers Association is motivated and competent to take lead in transformation of apiculture into a modern industry Bee-keepers are able to break into new international markets

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 2: Agriculture and Livelihood Development (continued)										
Sub-component: Crop production										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
See above	See above	Increased incomes for small farmers through adoption of improved technology for rainfed and irrigated crops and a move to higher-value crops such as coffee, protected agriculture and fruit trees	<ul style="list-style-type: none"> No. of village livestock extension leaders (VCEs) trained and serving communities No. of on-farm adaptive research trials No. of crop demonstrations implemented No. of farmers adopting improved crop-husbandry practices and new activities for annual and perennial crops 	<ul style="list-style-type: none"> Productivity of agriculture increased Cereal production made more secure through promotion of drought-tolerant varieties Access to seed of drought-tolerant varieties assured for poor farmers Opportunities identified for diversification into more remunerative crops 	<ul style="list-style-type: none"> Production more secure in drought years Increased production and incomes for small farmers Percentage of farmers adopting improved technologies 	<ul style="list-style-type: none"> Ongoing evaluation of household panel 	<ul style="list-style-type: none"> Participatory on-farm research programme Establishment of community-based technical support structure for farmers Knowledge dissemination of improved varieties and cultural practices Promotion of adoption of high-value crops, e.g. coffee, protected agriculture, etc. Promotion of improved on-farm water management for coffee producers 	<ul style="list-style-type: none"> Training of 200 VCEs Contracting AREA for the execution of on-farm adaptive research trials in collaboration with ICRISAT Demonstrations of improved varieties and cultural practices Demonstrations of improved coffee management and modern on-farm water-management techniques, e.g. drip irrigation Establishment of community-managed seed banks Training of farmers 	USD 0.7 million	<ul style="list-style-type: none"> Sound investment opportunities occur for income diversification

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 2: Agriculture and Livelihood Development (continued)										
Sub-component: Microfinance development										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
See above	See above	Greater access to credit and savings services through innovative financial service-delivery mechanisms linked to sustainable sources of finance	<ul style="list-style-type: none"> No. of community credit funds (CCFs) formed and trained Percentage of CCFs operating successfully Members (men/women) as percentage of eligible community members No. of CCFs linked to CACB No., volume of loans and average size of loans disbursed by CCFs (by purpose, men/women) Portfolio in arrears (purpose, men/women) Portfolio at risk (purpose, men/women) 	<ul style="list-style-type: none"> Sustainable microfinance network established, supplying appropriate financial services to its members CCFs are linked into the mainstream financial system, ensuring continued access to credit 	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of poor households that increased their income and wealth Percentage of women that have borrowed and increased their income and wealth Percentage of CCFs operating successfully 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessment 	<ul style="list-style-type: none"> Sensitization of communities to concept of CCFs Recruitment of technical assistance Establishment of CCFs Design of systems to build CCF institutional capacity Capacity-building of CCFs in microfinance management Systematization of working relationship between the project and CACB Linkage of CCFs to CACB 	<ul style="list-style-type: none"> Regional technical assistance in microfinance Funds for technical support Funds for credit line to CACB Start-up support to CCFs Capacity-building of CCFs Support to CACB 	USD 3.4 million	<ul style="list-style-type: none"> Appropriate enabling environment for microfinance established Community commitment to assist the poor and give priority to the poor and women in loan access Community associations (Cas) have ability to understand and implement management system and are committed to following the rules and regulations CACB offers attractive collateral terms CACB able to process loan applications, appraisal, loan delivery and recovery promptly and efficiently
Sub-component: Non-farm employment										
Farm households equipped and supported to enhance output of agricultural and livestock products and to pursue other income-generating opportunities		Greater access to more secure, remunerative employment, helping to enhance household incomes	<ul style="list-style-type: none"> No. of students (men and women) trained, by skill and by formal courses and apprenticeships No. of students (men and women) completing the training No. of students (men and women) finding employment or self-employment 	<ul style="list-style-type: none"> Trainees are equipped to pursue better income-earning opportunities 	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of trainee households that increase their income and wealth Percentage of trainee households finding that income from wage labour is now more secure 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessment 	<ul style="list-style-type: none"> Access to formal courses or apprenticeships to acquire skills in a range of trades 	<ul style="list-style-type: none"> Funding of tuition fees and/or living expenses for students attending vocational training courses or participating in an apprenticeship scheme Funding additional support for women to provide safe accommodation for women students 	USD 0.1 million	<ul style="list-style-type: none"> Sufficient no. of students, particularly women, with requisite educational qualifications can be found Families are willing to allow their daughters to participate in this training Trainees are able to find jobs after training

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 3: Community Development										
Sub-component: Capacity-building of communities										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
Communities, including women and the poor, empowered to participate in, and gain benefit from, community-based development planning and implementation, and institutional capacity is developed to support them in this process	<ul style="list-style-type: none"> How successful have community associations and farmer/women's groups been in forming partnerships with the poor to formulate and implement development plans? How far have women genuinely been involved in the processes, and what has been the impact on their status in the family and community? How successful have community associations been at becoming self-reliant and able to pursue development initiatives on their own? 	Existing community organizations strengthened and new organizations formed and trained to plan and manage their own development initiatives	<ul style="list-style-type: none"> No. of community associations (CAs), sectoral committees and activity groups (men/women) active, trained and rendered viable No. of officers/members (men/women) trained and proficient No. of community action plans (CAPs) and annual work plans (AWPs) submitted to PMU No. of activities implemented in relation to total activities planned in CAP and AWP No. of women's activities included in AWP and implemented as percentage of total activities 	<ul style="list-style-type: none"> Communities take responsibility and ownership of their own development Communities have acquired planning and management skills Women and the poor are actively involved in decision-making and in implementation and management Increased equity between men and women in development 	<ul style="list-style-type: none"> No. of community initiatives and partnership arrangements with other agencies organized independently of the project Community associations, specific committees and activity groups are managing their affairs effectively Women and the poor are active participants in the management of community affairs 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Strengthening existing CAs and forming new ones Elaboration of CAPs through participatory planning process Capacity-building of CAs, sectoral committees and activity/interest groups for managing implementation of CAPs 	<ul style="list-style-type: none"> Poverty analysis to assist in selection of communities and identification of target group Deployment of community facilitators to mobilize communities Assistance from the Social and Technical Mobilization Team (STMT) members in formulation of CAPs Training of key members of CA executive committee 30 person-months of regional gender and development adviser 	USD 1.0 million	<ul style="list-style-type: none"> Community associations willing to develop partnerships with poor and involve poor in decision-making Communities remain committed and support is maintained

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 3: Community Development (continued)										
Sub-component: Strengthening of women's development capacity										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
		Women are empowered through participation in literacy and life-skills training and involvement in income-generating activities, and their lives are improved through access to new technologies	<ul style="list-style-type: none"> No. of women starting and completing literacy and life-skills training No. of women adopting labour-saving technologies No. of women adopting nutrition-related activities No. of women implementing health recommendations No. of women engaging in income-generating activities 	<ul style="list-style-type: none"> Women participate more fully in planning and management of development activities Women have acquired the necessary literacy and management skills Time and effort spent in routine domestic chores have been reduced Women are more engaged in income-generating activities and have acquired new skills Health and nutrition of families have improved 	<ul style="list-style-type: none"> Women can read and write Women have made progress in participating in community affairs and are occupying decision-making posts and participating actively in development committees More equitable partnerships between men and women have developed at the household level Time saved and reduction in women's drudgery Increased women's skills and knowledge and contribution to household income 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments CA documents STMT reports 	<ul style="list-style-type: none"> Literacy and life-skills classes for women Development of women's skills for income generation and business management Introduction of labour-saving tools and new technology 	<ul style="list-style-type: none"> Provision of 200 literacy and life-skills courses Development of post-literacy materials Provision of skills and business management training Demonstrations and training in labour-saving appropriate technology Establishment of nutrition gardens Training in health awareness Management training of women's committee members 	USD 0.8 million	<ul style="list-style-type: none"> Women are allowed to participate in the development process Strong women come forward as leaders and role models Market conditions provide opportunities for women's income-generating activities Adequate trainers/teachers can be found that are able to work with women

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 4: Institutional Support and Project Management										
Sub-component: Institutional support for re-structuring of Governorate Agricultural Office (GAO)										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
Project managed effectively and capacity of GAO to support agricultural development on sustainable basis enhanced	<ul style="list-style-type: none"> In what way has the performance of GAO changed and how likely is it to be sustained after project completion? How effectively has project management used monitoring and evaluation information to refine project design and implementation modalities? What use has project management made of feedback gained from beneficiaries? 	GAO restructured to be able to effectively manage implementation of project activities, including financial control	<ul style="list-style-type: none"> New organizational structure and organigramme for GAO prepared Roles and responsibilities for each department prepared Job descriptions for all staff prepared Manual of management procedures prepared Training needs assessed and training plan developed, together with implementation plan Training of GAO staff Construction and equipping of GAO and district offices 	<ul style="list-style-type: none"> GAO strengthened to sustainably support agricultural development in Al-Dhala 	<ul style="list-style-type: none"> GAO efficient and effectively managed Farmers in Al-Dhala benefit from effective and efficient support services 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Institutional analysis and restructuring of GAO Provision of essential infrastructure for GAO in Al-Dhala Capacity-building of GAO staff Support for project management 	<ul style="list-style-type: none"> Six person-months of international TA for agricultural institutions specialist Construction of new office building for GOA and some district offices Provision of furniture, equipment and 2 vehicles Training of GAO staff in technical and managerial skills 	USD 0.6 million	<ul style="list-style-type: none"> Political will for the restructuring

LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Component 4: Institutional Support and Project Management (continued)										
Sub-component: Project management										
Component Purpose	Performance Questions	Intended Outputs	Output Indicators	Intended Outcomes	Outcome/Impact Indicators	Monitoring Mechanism	Intended Activities	Key Inputs	Costs	Assumptions
See above	See above	Project effectively managed	<ul style="list-style-type: none"> Annual work plans and budgets (AWP/Bs) are prepared on time Annual review workshops are held Monitoring and progress reports prepared on time Accounts and audit reports prepared on time 	<ul style="list-style-type: none"> Efficiently managed project, delivering effective development to project beneficiaries 	<ul style="list-style-type: none"> Beneficiaries express satisfaction with the services and support received from the project M&E information used to refine project design 	<ul style="list-style-type: none"> PMU MIS Periodic impact assessments Annual review workshops 	<ul style="list-style-type: none"> Planning and coordination of project activities Preparation of AWP/B Disbursement of funds and maintenance of accounts Monitoring and evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> Recruitment of project staff Procurement of furniture, equipment and 5 vehicles Two person-months of regional M&E specialist input Three person-months of GIS specialist Six person-months of unspecified regional technical assistance Training of PMU staff in management skills Orientation, start-up and annual review and planning workshops Overseas study tours for key PMU staff Design and operation of M&E system including GIS-based RIMS Contracting of specialist agency for baseline surveys and ongoing impact evaluation Contracting of specialist agency for process documentation and knowledge management 	USD 1.9 million	<ul style="list-style-type: none"> Good candidates are recruited Positive attitude of staff No inordinate delay in funding

PROJECT ORGANIZATIONAL STRUCTURE

